

PERCEPTION DES RISQUES ET DE LA SÉCURITÉ

BAROMÈTRE IRSN NOVEMBRE 2002

SYNTHÈSE

LES SUJETS DE PREOCCUPATION

L'insécurité reste en 2002 le problème de société le plus préoccupant en France (pour 39% des personnes interrogées) comme déjà en 2000 et 2001. Le chômage (27%) arrive en second, suivi par la misère et l'exclusion, le terrorisme, la dégradation de l'environnement et les accidents de la route, cités chacun par environ 20% des personnes.

Pour l'environnement, les problèmes jugés préoccupants sont d'abord la pollution de l'air (38% des personnes interrogées) et l'effet de serre (36%) puis la destruction des forêts (29%), la pollution des lacs, des rivières et des mers (27%). Notons que le sondage s'est déroulé du 12 au 26 novembre 2002, avant la marée noire provoquée par le pétrolier « Le Prestige ». En France, les deux domaines où il faut en priorité améliorer la prévention et la protection des populations, ainsi que la surveillance, sont la qualité de l'eau (37%) et la qualité de l'air (32%).

LES RISQUES

Risques pour la société

Le tabagisme des jeunes et les accidents de la route sont en 2002 les deux risques jugés élevés par une très large majorité de Français, comme d'ailleurs en 2001. En effet, 86% des Français jugent élevé le risque que représente le tabagisme des jeunes ; ce pourcentage était de 80% en 2001 et il croît régulièrement depuis 4 ans. Pour les accidents de la route, ils sont 83% à en juger de même en 2002 contre 75% en 2001 ; ce dernier résultat s'explique vraisemblablement par la forte campagne médiatique menée en France sur les drames que provoquent les accidents de la route. Ont fortement augmenté depuis l'année dernière les inondations (+12%), la drogue (+11%), le terrorisme (+10%). La perception des risques associés aux inondations et au terrorisme évolue en relation avec l'actualité chargée sur ces sujets depuis septembre 2002 en France. Pour les produits alimentaires, le pourcentage des personnes qui en jugent le risque élevé ne cesse de décroître depuis 2000 et perd encore 10% cette année (24% en 2002 pour 34% en 2001). Les incinérateurs de déchets ménagers (31%) et les téléphones portables (26%), introduits dans le questionnaire de l'enquête en 2002, se classent sensiblement au même niveau. Seuls 12% des Français jugent élevé le risque engendré par les radiographies médicales, le pourcentage étant encore plus faible pour le radon dans les habitations dont la méconnaissance reste très significative (41% de non réponse).

Confiance dans les autorités – Vérité dite sur les risques

La confiance dans l'action des autorités se manifeste en premier pour les radiographies médicales (48% se déclarent confiants), le SIDA et les accidents de la route (38%), les produits alimentaires (37%) et le terrorisme (36%). La pollution des lacs, des rivières et des mers, la pollution atmosphérique se situent à un niveau faible (seuls 18% se déclarent confiants) comme d'ailleurs le radon dans les habitations et les retombées radioactives en France de l'accident de Tchernobyl (13%).

Comme en 2001, les accidents de la route, le SIDA et l'alcoolisme sont les domaines pour lesquels les Français en majorité estiment qu'on leur dit la vérité sur les dangers qu'ils représentent pour la population (58% pour les accidents de la route, 51% pour le SIDA et 49% pour l'alcoolisme). Par contre, le score de vérité dite est très faible pour les déchets chimiques, les installations chimiques et les déchets radioactifs (12% chaque).

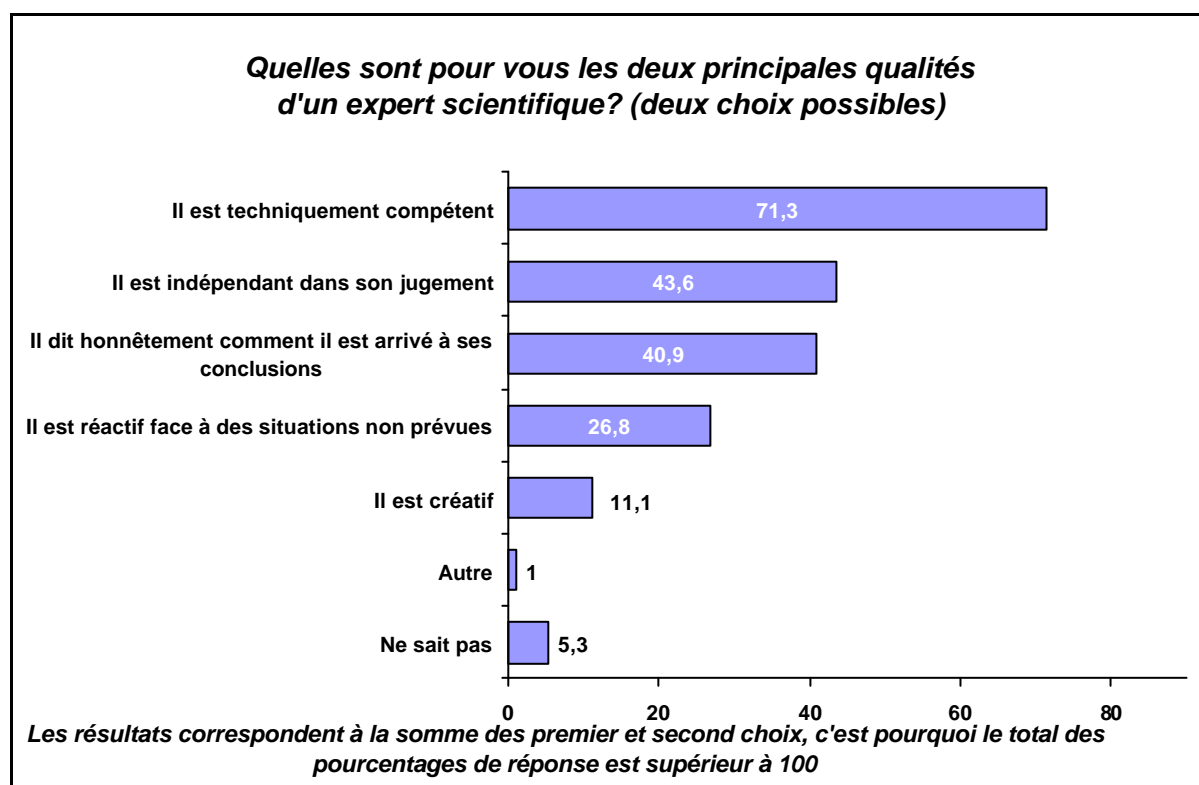
OPINIONS SUR L'EXPERTISE SCIENTIFIQUE

Rôle de l'expertise scientifique

La plupart des questions relevant de ce thème sont nouvelles, deux seulement ayant déjà été posées lors des enquêtes précédentes. Nombreuses (83%) sont les personnes interrogées qui disent qu'en matière de risque, il est normal de prendre toutes les précautions même lorsque les experts scientifiques n'ont que des doutes. Pour 64%, les décideurs politiques ne s'appuient pas assez sur les experts scientifiques (plus 10% par rapport à 2000). 55% des personnes interrogées estiment que les experts scientifiques doivent fonder leurs jugements uniquement sur des faits scientifiques, mais elles sont aussi 52% pour dire que les experts doivent davantage tenir compte de l'opinion de la population avant de rendre un avis. De plus, 30% seulement jugent normal que les avis des experts scientifiques ne soient pas tous rendus publics.

Opinion globale sur l'expertise scientifique et la science

De manière générale, 48% des Français ont une bonne, voire une très bonne opinion, des experts scientifiques, le pourcentage étant le même pour ceux ayant une opinion ni bonne ni mauvaise. Pour le public, la qualité attendue d'un expert scientifique est d'abord d'être techniquement compétent (pour 71% des personnes), puis d'être indépendant dans son jugement (pour 44%), il doit aussi dire « *honnêtement comment il est arrivé à ses conclusions* » (pour 41%). La réactivité face à des situations imprévues n'est pas une qualité mise en avant (29% seulement la retiennent) et encore moins la créativité (11%).



RISQUES TECHNOLOGIQUES ET NATURELS POUR L'ENVIRONNEMENT

Contrôle des installations et information sur les modes de gestion

En 2002, 32% personnes interrogées estiment que le contrôle des industries à risques devrait revenir à un comité d'experts scientifiques [note : instance nouvelle introduite dans le questionnaire en 2002]. Viennent ensuite les élus locaux (20%) et les pouvoirs publics (20%). Comme les années précédentes, les organisations et associations non gouvernementales (9%), un comité local de citoyens (9%) et l'exploitant de l'installation (6%) viennent en dernier.

Pour les usines et élevages industriels, seule une personne sur trois estime que ces établissements « respectent la réglementation concernant la prévention des risques et la protection de l'environnement », environ une sur quatre pense que « lorsqu'une infraction est constatée, elle est systématiquement sanctionnée » et une sur cinq seulement estime que « les usines polluantes et les élevages industriels sont suffisamment contrôlés ». Ces résultats vont dans le même sens que ceux recueillis par le MEDD en juillet 2001.

Notons que les personnes sont peu disponibles pour participer à des réunions d'information et de concertation sur les modes de gestion des installations à risques, 36% déclarent qu'elles ne seraient pas prêtes à participer à de telles réunions. Pour 33%, la disponibilité annuelle qu'elles envisagent est de l'ordre de la journée.

Opinions sur les catastrophes

A propos de l'implantation d'activités industrielles susceptibles de conduire à une catastrophe en cas d'accident, les Français se montrent plutôt déterminés : 44% estiment qu'il faut interdire l'activité dans l'agglomération alors que 25% se satisfont d'un renforcement de la sécurité de l'installation. En 1993, le résultat était inversé : 43% étaient pour renforcer la sécurité de l'installation et 40% pour interdire l'activité dans l'agglomération.

OPINIONS SUR LES ACTIVITES NUCLEAIRES

Compétence et crédibilité des intervenants

Les organismes jugés comme techniquement les plus compétents dans le domaine de l'industrie et de l'énergie nucléaires sont le CNRS (85%), EDF (84%) et le CEA (80%). Viennent ensuite l'IRSN (79%), COGEMA (76%), les organismes d'experts internationaux (74%), les organismes de contrôle de l'Etat (73%) et l'ANDRA (73%). Les associations (écologistes, de consommateurs) recueillent sur ce critère moins de 45% de jugements positifs.

Par contre, à la question sur la vérité dite, les meilleurs scores sont obtenus par les associations de consommateurs (55%) et les associations écologistes (49%) suivis par le CNRS et les médecins (47%). Les organismes d'experts internationaux (39%) et l'IRSN (38%) viennent ensuite. Les exploitants EDF, CEA et ANDRA sont regroupés et recueillent sur ce critère environ 34% de jugements positifs, COGEMA restant un peu en deçà avec 28%.

Contrôle des activités nucléaires

A la question "Selon vous, qui doit décider de la politique en France dans le domaine de l'énergie nucléaire ?", 36% des Français répondent en faveur du CEA [note : cet acteur a été introduit en 2002 dans le baromètre]. et 27% citent ensuite le gouvernement suivi par les Institutions européennes (15%).

Image du nucléaire en 2001

L'indépendance énergétique (32%) et le coût du kilowatt/heure (23%) sont les deux premiers arguments cités en faveur du nucléaire parmi une liste de quatre arguments. Ceci confirme les résultats du sondage commandé par l'Union Française de l'Electricité (UFE) et publié dans Le Monde du 12 novembre 2002, qui place ces deux arguments en tête et au même

niveau. La sûreté des installations nucléaires (21%) vient ensuite et enfin l'absence d'émission de gaz carbonique (16%).

L'accident de Tchernobyl (39%) est de loin le premier argument avancé par les Français en défaveur du nucléaire. Les autres arguments sont le manque de transparence de l'industrie nucléaire (23%) et les déchets nucléaires (21%) et enfin la vulnérabilité des installations nucléaires (15%).

A propos de l'industrie nucléaire, 63% des Français déclarent que la réduction du nombre de centrales nucléaires en Europe est une bonne chose (moins 4% par rapport à 2001) et parallèlement, 60% sont d'accord avec l'idée de poursuivre l'effort de recherche dans le domaine du nucléaire (plus 8%), paradoxe que l'on retrouve dans le sondage UFE : « 86% des sondés jugent que ceux qui affirment que la fin de l'énergie nucléaire est pour bientôt ont tort... paradoxalement, ils sont pourtant 61% à ne pas souhaiter que cette énergie soit utilisée à l'avenir ». 57% des Français (plus 5% par rapport à 2001) pensent que les installations nucléaires vont être la cible de terroristes. Globalement, 29% seulement pensent que les risques des installations nucléaires sont faibles. Dans ce contexte, 25% se sentent bien protégés contre les risques.

Accident nucléaire et contre-mesures

L'éventualité d'un accident nucléaire aussi grave que celui de Tchernobyl, 53% y croient et 40% la réfutent, les pourcentages étant comparables à ceux de 1999. Dans un tel cas, 68% déclarent que les autorités ne seraient pas capables d'assurer la protection des populations.

Sur la question de l'existence d'un plan pour assurer la protection des populations environnantes, les résultats, proches de ceux de l'année 2001, sont mitigés. Une personne sur cinq (20%) déclare ne pas savoir, une personne sur trois (33%) pense qu'un tel plan n'existe pas. Une personne sur deux (50%) juge « médiocre » la qualité de l'information sur les risques des installations nucléaires, ce pourcentage n'ayant cessé d'augmenter depuis 1990 (41% en 1990).

En cas d'accident nucléaire, à l'instar des années précédentes, les Français voudraient savoir d'abord que faire dans l'immédiat (82%) et dans une moindre mesure, que faire les jours suivants (54%). Les mesures proposées par les autorités, à savoir absorber un comprimé d'iode stable, changer ses habitudes alimentaires, être évacué pendant quelques jours, seraient acceptées par une majorité, même si c'est le plus souvent par obligation que par utilité. Après l'accident, la mesure la moins tolérée par le public est le déménagement définitif, 62% des individus s'y résigneraient.

Distribution d'iode stable

Une distribution complémentaire de comprimés d'iode stable a été réalisée en 2002 afin de mieux pourvoir les communes où le taux de distribution antérieur avait été jugé insuffisant (lors des distributions de 1996 et 2000). Ils sont 60% à être au courant de la décision de distribuer des comprimés aux populations proches des centrales nucléaires (plus 3% par rapport à 2000) et c'est une bonne décision pour 74% des individus (moins 4%). Ceux qui souhaitent avoir des comprimés chez eux (44%) sont moins nombreux qu'en 2000 (moins 7%) et 24% seulement disent savoir où se procurer de tels comprimés. Notons que 96% des individus interrogés déclarent ne pas disposer d'iode stable chez eux.

L'enquête du Baromètre IRSN de Novembre 2002, confiée à l'institut BVA a été effectuée sur le terrain du 12 au 26 novembre 2002, au moyen d'une "enquête spécifique", en face à face, auprès d'un échantillon de 1082 personnes représentatif de la population française âgée de 18 ans et plus, suivant la méthode des strates (habitat x région) et des quotas (sexe, âge de la personne interrogée et catégorie socioprofessionnelle).